

La question de l'adhésion à la CES peut sembler bien éloignée des préoccupations des adhérents de la FSU. Pourtant, c'est bien la politique libérale européenne qui entraîne la succession des plans d'austérité dans tous les pays. C'est bien le niveau européen qui, suite aux traités de Maastricht et de Lisbonne, impose aux États de réduire leur niveau d'endettement avec, pour conséquence immédiate, la destruction de la Fonction Publique, la casse des statuts, la marchandisation de secteurs clés comme l'Éducation ou la santé...

Le syndicalisme ne peut donc pas ignorer ce niveau d'intervention. Déjà, les confédérations CGT, CFDT, CFTC, FO ainsi que l'UNSA ont adhéré à la CES.

La FSU doit-elle les rejoindre ? La FSU perdra t-elle son âme si elle fait ce choix ? Le congrès de Lille a décidé de consulter les adhérents de la FSU.

Nous portons à la connaissance des adhérents du SNETAP la contribution des camarades du secteur vie internationale de la FSU.

Gérard Pigois et Serge Pagnier

Contribution du secteur Vie Internationale de la FSU

La FSU à la CES ?

Nos mandats

Extrait des motions de congrès de la FSU Lille 2010 thème 4

3-1 Les objectifs : l'international, un apport indispensable et un champ d'action nécessaire pour la FSU.

Contribuer à créer des rapports de forces à l'international, en rapport avec notre stratégie syndicale nationale.

La dernière période a vu une évolution du syndicalisme international vers une dynamique plus revendicative même si elle n'est pas encore à la hauteur des enjeux....

La CES a organisé plusieurs euromanifestations en faveur de l'emploi et du pouvoir d'achat. La FSU et ses syndicats ont été partie prenante de campagnes de la CES comme celle en faveur des services publics S'efforcer de prendre davantage part aux initiatives existantes dans le cadre des différentes organisations européennes et internationales, et dans le cadre des mouvements sociaux mondiaux, pour travailler à la convergence des luttes.

3-3-3 Le mandat donné par le congrès de Marseille de mettre en débat l'adhésion de la FSU à la CES n'a pas été tenu. Le débat n'a pas été mené.

Il est vrai que la CES inscrit sa démarche dans un aménagement à la marge des politiques menées par l'Union Européenne et avec des pratiques qui demeurent encore trop souvent celles du lobbying.

Cela dit, depuis trois ans, la plupart des grandes manifestations européennes se construisent à l'initiative de la CES, dont font partie la majorité des organisations syndicales nationales des pays de l'UE. La CGIL, la FGTB et la CSC belges, la CGT française, etc. ont un rôle moteur dans l'infléchissement de l'orientation de la CES vers des préoccupations plus proches de celles des salariés au niveau européen. Les plates-formes de la CES lors des euromanifestations de Ljubljana en Avril 2008 et les quatre de Mai 2009 en faveur des salaires et du pouvoir d'achat sont plus en phase avec les revendications de la FSU et les initiatives françaises interprofessionnelles.

Pour autant, la CES ne travaille pas assez à faire converger les luttes menées dans les différents pays par les organisations syndicales représentatives et peine à se doter d'un véritable agenda de mobilisation permettant de se confronter aux politiques néolibérales à l'œuvre dans l'UE.

L'adhésion de la FSU à la CES ne peut donc s'envisager qu'avec l'objectif de la faire évoluer avec des syndicats qui nous sont proches et avec lesquels nous souhaitons également engager des partenariats, comme la CGIL, Unison, Verdi, etc... qui sont à la fois combatifs sur le terrain, actifs au sein de la CES et investis dans les forums sociaux.

Décembre 2010: Une échéance de consultation décidée à Lille

« Afin de participer à la construction d'un rapport de forces en faveur des salariés au niveau européen, la FSU se donne jusqu'à décembre 2010 pour mener les débats en son sein en fournissant tous les éléments aux syndiqués. Elle organise une consultation de ses adhérents par les syndicats nationaux selon des modalités déterminées par le CDFN et en accord avec ceux ci.

Cette éventuelle adhésion devra contribuer à porter dans cette confédération, comme au plan national, les mandats qui sont les nôtres, à savoir un syndicalisme de lutte et de transformation sociale.

Sans attendre, la FSU doit prendre des contacts pour contribuer à faire converger les luttes et participer à la construction d'un véritable agenda de mobilisations au plan Européen. ... »

Le CDFN s'est emparé de ce mandat et en conséquence a décidé d'organiser la première phase du débat, en informant des enjeux, des différentes positions au travers d'une publication envoyée à tous les syndiqués. Les différentes structures locales et nationales organiseront le débat sur la question d'une éventuelle demande d'affiliation.

Suite à ces débats et aux consultations dans les différents syndicats le CDFN débattera à son tour et se prononcera. En fonction du mandat de Lille, le dernier CDFN de l'année 2010 statuerait.

Un enjeu pour les luttes

La question qui nous a été posée est bien celle de la participation de la FSU à la construction d'un rapport de forces au plan européen. On voit mal comment inscrire notre action et faire partager nos orientations avec les autres partenaires syndicaux européens sans participation active de la FSU au mouvement syndical européen.

Cette question de la participation à la construction d'un véritable agenda de mobilisations au plan européen n'est pas nouvelle. Lors du Congrès de Marseille (2007), nous avons déjà précisé que la FSU était favorable au regroupement en vue de mobilisations communes de toutes les forces syndicales. Il s'agit de participer à la construction d'actions qui dans la CES ou hors de la CES combattent les politiques libérales décidées au plan européen.

La question des retraites, celle des budgets des services publics (dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux) trouvent un écho évident au plan européen, en lien avec les politiques menées. Ils transposent au plan national les recommandations concernant la réduction des **déficits publics avec des mesures centrées sur trois grands axes dans tous les états membres: réduction des aides sociales, coupes dans la fonction publique et recours à l'arme fiscale.**

Une évolution plus combative de la CES

Chacun connaît les forces mais aussi les faiblesses de la CES. Mais outre le fait qu'il n'y a aucune organisation comparable en terme de taille et de capacité d'intervention au plan européen, on doit aussi souligner que depuis quelques années, la CES a adopté un positionnement plus revendicatif. Ses premières mobilisations visibles ont commencé en 2005 avec la manifestation de Bruxelles pour défendre l'Europe sociale contre la directive Bolkenstein.

Les questions de services pour tous en 2006, de pouvoir d'achat, de salaires, en 2008 et depuis ont donné lieu à des euro-manifestations mais aussi à de nombreuses résolutions qui ont marqué un tournant dans l'appréciation des politiques européennes.

Dans cette dernière période, dans le contexte de crise financière, et notamment pour la dernière période face à la situation de la Grèce, ses résolutions ont davantage dénoncé les effets néfastes des politiques européennes dans le domaine de l'emploi, des salaires et des retraites.

En ce début octobre, le paysage syndical européen continue son évolution. L'Euro-manifestation du 29 septembre à Bruxelles a été un succès : Plus de 100000 participants venant de 30 pays, tous les syndicats français et le mouvement altermondialiste dont ATTAC. Depuis le début de la crise, la CES progresse dans le rôle qu'on attendait d'elle depuis longtemps, à savoir coordonner et faire converger les luttes nationales au niveau européen.

Un contexte social qui nécessite un rassemblement au plan européen.

Alors que les « plans d'austérité » pèsent lourdement sur les populations des différents pays européens, cette mobilisation au niveau européen, alimentée des luttes nationales, est plus que nécessaire pour aider à mettre en échec cette politique néolibérale.

Toutes les mesures envisagées visent à faire payer aux salariés, aux retraités, aux fonctionnaires et d'une manière générale aux peuples, les déficits publics qui se sont essentiellement creusés en comblant les faillites bancaires lors de la dernière crise financière (3000 milliards donnés aux banques sans aucune garantie de leur bon usage). Le rôle de la BCE accroît les écarts entre pays en déficit et pays moins endettés, au lieu d'instaurer une solidarité intra-européenne.

La FSU, qui a toujours œuvré pour plus de justice sociale peut de moins en moins se contenter de n'agir qu'au niveau national, les attaques étant concertées entre chefs d'Etats et de gouvernements de l'Union Européenne, obéissant aux injonctions du FMI et de la BCE.

C'est le moment pour la FSU de rejoindre les rangs de la CES, aux côtés des syndicats combattifs tels que la CGT, la FGTB et la CSC belges, la CGIL italienne etc...qui contribuent fortement à faire de la CES un outil syndical, de plus en plus à l'écoute de ses syndicats affiliés, adapté à leurs demandes et attentes et les relayant.

La FSU, ses syndicats et la CES

Il est de notre responsabilité de prendre une part active à cette action syndicale européenne, en demandant notre affiliation au seul grand regroupement de syndicats européens (82 Organisations syndicales de 36 pays, 12 fédérations sectorielles) qu'est la CES, et ce dans une perspective dynamique de construction d'un rapport de forces suffisant pour peser sur nos gouvernements respectifs et œuvrer tous ensemble à une Europe sociale et démocratique.

La FSU, à travers certains de ses syndicats, participe déjà à deux fédérations sectorielles, le CSEE (Comité Syndical Européen de l'Éducation) et Eurocadres.

Le bras de fer actuel que se livrent en France tous les syndicats unis dans l'action et le gouvernement autour du projet inique des retraites, montre qu'il faut atteindre un pallier supplémentaire dans la mobilisation et les moyens de pression. La manifestation bruxelloise du 29 septembre a fait prendre conscience du caractère européen des luttes à la fois national et européen.

La FSU a déjà développé une activité européenne par le biais des FSE, mais sur le plan strictement syndical, quasiment tout reste à faire: La difficulté actuelle à faire venir à nos congrès des représentants d'organisations syndicales européennes de services publics, l'atteste malheureusement.

Gagner en capacité d'action au plan européen avec la CES

Autant la FSU a été et reste mobilisée au plan national, autant elle doit à présent gagner en crédibilité et en visibilité au plan européen.

Les autres organisations syndicales nationales affiliées à la CES (CGT, FO, UNSA, CFDT, CFTC) sont sensibles à notre absence d'ancrage syndical hors du territoire national. Certaines ne sont d'ailleurs pas favorables à notre affiliation, tentant par là de minimiser l'évolution de la FSU en l'enfermant sur un secteur d'emploi et sur un territoire.

Dans le contexte actuel où les effets de la crise, mais aussi l'impact des recommandations européennes touchent de plus en plus les politiques des états membres, il est impossible pour la FSU de se passer de la CES tout en restant lucides sur sa force et sa faiblesse.

Nous gagnerons en crédibilité et en efficacité syndicale tant nationalement qu'au niveau européen si la FSU rejoint de la CES en y portant haut et fort ses mandats, à savoir un syndicalisme de lutte et de transformation sociale, afin de construire des alternatives pour que l'Europe de la solidarité, de la justice sociale, de l'emploi et de la croissance ne restent pas à l'état de slogans.

Odile Cordelier, Dominique Giannotti, Corinne Vialle

membres du secteur international de la FSU